

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 Saint-Étienne

Saint-Étienne, le 23/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DELMONICO DOREL

4 RD132
La Ravicole
26140 Andancette

Références : UID4243 MEA 024 0093

Code AIOT : 0006101279

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/04/2024 dans l'établissement DELMONICO DOREL implanté LES GOTTES 42220 Saint-Julien-Molin-Molette. L'inspection a été annoncée le 09/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée suite à l'entrée en vigueur du nouvel arrêté préfectoral d'autorisation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DELMONICO DOREL
- LES GOTTES 42220 Saint-Julien-Molin-Molette
- Code AIOT : 0006101279
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Suite à l'annulation de l'arrêté préfectoral du 2 janvier 2020, et après une nouvelle procédure de régularisation, le site a obtenu l'autorisation de poursuivre l'exploitation et de s'étendre par arrêté préfectoral du 21 février 2024, pour une durée de 25 ans.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Conduite d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 21/02/2024, article 8.1.3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 21/02/2024, article 8.1.1.1	Sans objet
2	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 21/02/2024, article 8.1.1.2	Sans objet
3	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 21/02/2024, article 8.1.1.3	Sans objet
4	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 21/02/2024, article 11.2.1	Sans objet
6	Transport sur route	Arrêté Préfectoral du 21/02/2024, article 8.1.2.9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'activité du site a repris de manière un peu plus soutenue avec la réalisation de 2 tirs de mine au moment de l'inspection. Les tirs ont eu lieu sur les fronts déjà en exploitation.

L'inspection a permis de vérifier que les aménagements préliminaires étaient réalisés.

La vérification du suivi du transport sur route a permis de constater que la procédure a été mise à jour pour prendre en compte les nouvelles dispositions de l'arrêté préfectoral et que le suivi est réalisé avec beaucoup de rigueur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2024, article 8.1.1
Thème(s) : Autre, Information du public
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents : son identité (raison sociale et adresse), la référence de l'autorisation, l'objet des travaux, l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté, la mention « interdiction d'accès à toute personne non autorisée ».
Constats : Le panneau a été modifié pour afficher le nouvel arrêté préfectoral du 21/02/2024. Un panneau neuf doit être installé prochainement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2024, article 8.1.1.2
Thème(s) : Autre, Bornage
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer : 1° Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation; 2° Le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : Un nouveau bornage a été effectué pour la partie en extension (parcelles 59, 56, 396, 398, 268 1, 296, 300, 64 et 76) le 26/05/2020. Etant donné que le nouvel arrêté préfectoral d'autorisation du 21/02/2024 n'a pas modifié les limites du périmètre autorisé, ce plan de bornage reste valide. L'exploitant a transmis une attestation du géomètre expert indiquant que les limites proposées n'ont pas été contestées par les parties concernées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2024, article 8.1.1.3
Thème(s) : Autre, Re réseau de dérivation
Prescription contrôlée : Lorsqu'il existe un risque pour les intérêts visés à l'article « L. 211-1 du code de l'environnement », un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place à la périphérie de cette zone.
Constats : Le réseau de dérivation avait été réalisé en 2020/2021.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2024, article 11.2.1
Thème(s) : Autre, Etablissement des garanties financières
Prescription contrôlée : Préalablement aux travaux d'extraction, l'exploitant adresse au Préfet : <ul style="list-style-type: none">- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement- la valeur datée du dernier indice public TP01.
Constats : L'exploitant a transmis, suite à la visite, l'acte de cautionnement pour la première phase quinquennale.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Conduite d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2024, article 8.1.3
Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée : Un plan d'échelle adaptée à la superficie du site est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés : les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, les bords de la fouille, les courbes de niveau, les cotes d'altitude des points significatifs, <i>hors d'eau et sous eau</i> , la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection, le cas échéant, les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état, l'emprise des infrastructures (voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes. Les surfaces des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités. Ce plan et ses annexes sont mis à jour au moins une fois par an et est conservé sur l'emprise de la carrière. Un exemplaire est transmis à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant remet en séance le plan topographique mis à jour en décembre 2023. Ce plan ne permet pas de visualiser la limite d'autorisation au sud, ni les abords dans un rayon de 50 mètres. Également, il ne permet pas de visualiser les différentes zones de l'exploitation (remise en état, extraction, zone de défrichement...)
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre un plan conforme aux exigences de l'article 8.1.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation, par mail et en version papier (format A3 ou plus).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Transport sur route

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2024, article 8.1.2.9		
Thème(s) : Autre, Comptage journalier des camions		
Prescription contrôlée :		
Un comptage journalier du nombre de camions sortant de la carrière est réalisé et est tenu à disposition de l'inspection.		
	Traversée de Saint Julien Molin Molette	Traversée de Colombiers*
Nombre max de passages/jour	100	30
Nombre max de passages/jour	70	
Nombre moyen de passages/jour	70	21 à 28
Nombre moyen de passages/jour	42 à 49	
* 8 passages de camions /jour sur la RD34 maximum		
Constats :		
<p>L'exploitant a mis à jour sa note relative au comptage des camions suite à l'entrée en vigueur du nouvel arrêté préfectoral. Il a notamment rajouté le suivi des camions passant par Veranne (RD34).</p> <p>Il établit toujours un planning prévisionnel en annotant les villes d'arrivée et de départ. L'exploitant a pu présenter la synthèse du 11/04/2024 qui précise les informations suivantes : nombre de bons de livraison, arrivée et départ par Veranne, arrivée et départ par Saint-Julien-Molin-Molette et Arrivée et départ par Colombier. L'exploitant a également pu fournir le registre de 3 dates choisies aléatoirement ; le 27/03/2024, le 29/03/2024 et le 02/04/2024. Aucun dépassement n'a été constaté sur ces dates, en termes de passages totaux, de traversées de Colombiers et de passages sur la RD34.</p> <p>Une plaque d'immatriculation d'un camion traversant le bourg de Saint-Julien-Molin-Molette a été relevée avant le début de l'inspection. Ce camion a ensuite été retrouvé dans la liste des bons de livraison avec des informations conformes à ce qui a été observé.</p>		
Type de suites proposées : Sans suite		